

Après le « Bovéthon » : en défense du principe d'organisation

mercredi 7 février 2007, par [ROUSSET Pierre](#) (Date de rédaction antérieure : 6 février 2007).

Note : on m'a reproché l'invention du terme « Bovéthon ». Je n'en suis pourtant pas l'auteur. Le quotidien *Libération* l'a utilisé à profusion en janvier 2007, annonçant régulièrement la montée du chiffre des signataires. *Libération* n'ayant pas caché sa sympathie pour José Bové, il est difficile de dénoncer dans le terme une volonté de dénigrement...

Sommaire

- [Une démarche plébiscitaire](#)
- [Le « Bovéthon » contre la \(...\)](#)
- [Plébiscite et unité](#)
- [L'idéologie dominante domine](#)
- [Retour sur le processus \(...\)](#)
- [A l'arrière-plan](#)
- [Un « espace parti »... de \(...\)](#)
- [Organisation et auto-émancipat](#)

Avec le « Bovéthon », la gauche anti-libérale vient tristement d'expérimenter une « nouvelle façon » de faire la politique — nouvelle pour nous, car elle a déjà été mise en œuvre en d'autres lieux. Bien rares sont les organisations qui s'en réjouissent. Pourtant, les réactions au « coup de force électronique » restent remarquablement mesurées, alors que les principes de base de toute action militante ont été violés. Voilà qui soulève bien des questions et peut s'avérer lourd de conséquences.

Ce texte n'est pas écrit en défense des partis, ou du moins pas seulement des partis. Car ce qui est ici en cause, c'est le principe même d'organisation, quel qu'en soit le domaine ou la forme : syndicats, mouvements, collectifs... Un principe dont dépend la qualité de l'engagement politique, les conditions de la démocratie militante et de l'efficacité durable — si, du moins, on se place du point de vue de la transformation sociale. Je vais donc engager le fer sur cette question, sans diplomatie aucune, en choisissant d'être incisif pour essayer d'aller à l'essentiel. Les nuances viennent après.

Il n'est évidemment pas possible de traiter du « Bovéthon » sans évoquer le processus des candidatures unitaires tel qu'il a été conduit. J'en parlerai donc, mais sans prétendre l'analyser de façon exhaustive. Je n'en ai pas la compétence.

Une démarche plébiscitaire

La question qui me paraît importante ici n'est pas l'intérêt en elle-même de la candidature Bové. En fait, je pense que — Buffet et Besancenot mis à part — c'était bien la plus intéressante. José Bové incarne en effet un pan du mouvement altermondialiste, des combats sociaux importants (agro-

industrie) et un engagement de terrain qui le mène en prison. Des principaux candidats à la candidature, c'était le seul qui ne soit pas un « institutionnel » : Mairie de Paris (Autain), Conseil d'Etat (Salesse), député à vie (Braouezec), président de groupe parlementaire (la fausse-vraie candidature de Wurtz).

Si Bové s'était inscrit dans une démarche collective (au sein des collectifs mais aussi en discutant avec les organisations politiques directement concernées), les conditions de son éventuelle candidature auraient dû être sérieusement discutée (je ne pense pas pour autant que cela aurait permis de régler les divergences d'orientation avec le PCF sur la question du PS, d'un bloc parlementaire et d'une éventuelle participation gouvernementale). Mais José Bové a fait l'inverse. Il s'est présenté par une démarche individuelle, à côté des collectifs plus qu'en leur sein (même s'il avait des soutiens en leur sein) et sans discussions préalables avec les mouvements politiques. Le ver était dans le fruit, comme la suite des événements l'a confirmé.

Premier temps : José Bové était « candidat à la candidature » de la gauche anti-libérale à la mi-2006. Le PC a fait savoir qu'il n'est pas une option acceptable et nombre de ses proches dans le collectif national ont renoncé à le soutenir. Il s'est retiré lui-même de la compétition en novembre, alors que les collectifs locaux avaient commencé à voter et que les résultats lui étaient défavorables. En décembre, le processus de désignation d'un(e) candidat(e) unitaire s'est conclu sur un échec.

Deuxième temps : José Bové s'est porté à nouveau candidat en janvier. Une pétition en sa faveur, mise en ligne sur Internet, a récolté 25.000 signatures à la veille d'une réunion nationale d'une partie des collectifs pour des candidatures unitaires, les 20 et 21 janvier 2007 à Montreuil (93). Le succès de la pétition et la présence dans la salle d'un fort « groupe de pression » en faveur de Bové (qui, pour l'occasion, avait renoncé à se rendre au FSM de Nairobi) ont fortement pesé sur le cours de la réunion. Le samedi matin, la majorité des composantes du collectif national est très réticente à l'égard d'une candidature qui risquait de seulement s'ajouter aux autres ; elles ne l'envisageaient que dans une démarche « unitaire », c'est-à-dire conditionnelle : qui dépend du retrait de Buffet et Besancenot. Le dimanche midi, elles se sont ralliées ou ont laissé faire au prix de concession essentiellement de forme. [1]

D'individuelle, la démarche de Bové est devenue plébiscitaire. Or, ce ne sont pas les « appareils » du PCF et de la LCR qui ont été violentés, mais bien les collectifs eux-mêmes. La seconde candidature Bové n'est pas le produit de nouveaux débats dans les collectifs. Elle s'est avant tout imposé de l'extérieur du processus. Et par le pire des moyens : la pétition électronique. Il faut prendre la mesure du procédé.

C'est une chose d'utiliser les pétitions en ligne d'Internet pour mener une campagne de solidarité avec un syndicaliste philippin ou iranien menacé ; c'en est une autre quand il s'agit d'imposer une orientation politique à des mouvements. Dans le premier cas, il s'agit d'un acte de solidarité simple qu'Internet ne fait que faciliter : avant on envoyait la lettre de soutien par fax et on signait la pétition sur le marché, maintenant on passe (aussi) par la Toile. Sur le fond, rien ne change. En revanche, tout change quand il s'agit de peser sur les choix d'orientation d'un mouvement.

Le « Bovéthon » contre la démocratie militante

La définition d'une orientation relève de la démocratie militante —si du moins on prétend construire des mouvements démocratiques. Toute organisation n'est pas démocratique, mais toute démocratie militante implique une forme d'organisation. On retrouve ici ce « principe d'organisation » qui me semble si essentiel.

Quelle que soit l'organisation, la démocratie militante repose sur des principes essentiels. Ce sont les militants (membres) qui décident sur la base d'un engagement durable et dans des cadres qui permettent la discussion, la confrontation des analyses et des options. Or, aux dernières nouvelles, le « Bovéthon » avait atteint les 36.500 signataires. S'il y avait autant de militants concrètement engagés dans le processus des candidatures unitaires (en plus de toutes celles et de tous ceux qui n'ont pas signés !), cela se saurait — et ce serait bien un événement ! Nombre de signataires sont membres actifs des collectifs, mais ce n'est pas le cas de la majorité. Nous avons tous reçu, sur nos mails, des appels envoyés tous azimuts à signer la pétition. Est-ce que cliquer est un jeu ou un engagement ?

Quand une organisation, dans un processus unitaire, bourre indûment les salles, cela se voit et cela peut être dénoncé. Mais comment mesurer le bourrage des listes électroniques ? Le paradoxe du « Bovéthon », c'est que plus son succès numérique est grand, et plus il est évident qu'il échappe aux démarches militantes.

Le « Bovéthon » a transgressé toutes les règles de base de la démocratie militante. Signe la pétition qui veut, sans avoir besoin d'être membre de quoi que ce soit ni de s'engager en rien, sans avoir ni la possibilité ni le devoir de passer par l'épreuve du débat. Les « cliquants » n'ont même pas besoin de se rendre dans un local et de payer les 20 euros qui leur donnent aujourd'hui le droit de voter dans le Parti socialiste new look.

Pour nous, cliquer n'est pas voter. Dégager un consensus sans vote réclame aussi (et peut être plus) un cadre de fonctionnement collectif. Cliquer n'est pas collectiviser. Même à l'ère des « réseaux », le rassemblement de signatures sur une liste électronique n'est pas une forme « moderne » d'organisation à opposer aux formes « anciennes » (les partis ?). C'est la négation du principe d'organisation.

Plébiscite et unité

Bien entendu, José Bové prétend s'inscrire dans une démarche « collective » —il vient de le réaffirmer dans sa déclaration de candidature du 1^{er} février. [2] En mai 2006 déjà, dans la réponse qu'il avait publié dans Le Monde aux propositions d'Olivier Besancenot, il exigeait « *une démarche collective de campagne, bousculant les règles de l'aventure individuelle et donnant la priorité au collectif plutôt qu'à la starisation.* » [3] Cela avait fait sourire à l'époque. Venant de la star aux 36.500 signatures, cela fait rire. Il peut vraiment y avoir loin des écrits aux pratiques.

Le « Bovéthon » exprime-t-il, néanmoins, une « aspiration » unitaire ? Certes, mais toute démarche plébiscitaire s'appuie sur des « aspirations » ; c'est ce qui fait (ou peut faire) leur succès. Prétendre incarner une aspiration (en l'occurrence légitime) en contournant les formes organisées d'engagement, c'est une tromperie. L'utiliser pour forcer la main à la démocratie militante, c'est une manipulation. Ce n'est pas ainsi que l'on ouvre de nouvelles voies politiques.

D'individuelle, la démarche de José Bové est donc devenue plébiscitaire (ce qui est bien plus grave). Sa « Lettre aux 15.000 (premiers) signataires » de la pétition en sa faveur en témoigne tant elle est scandée par le « Je » : Je remercie, Je suis disponible, J'appelle... : [4]

« La pétition (...) est déjà un immense succès. Je tiens à remercier tous les signataires de la confiance qu'ils me font et, surtout, du geste citoyen qu'ils accomplissent pour forcer les appareils politiques à faire le choix d'une candidature unitaire à l'élection présidentielle J'ai toujours dit que j'étais disponible (...). La dynamique populaire est en marche, la démarche unitaire reste un combat.

Je n'ai pas l'intention de fuir mes responsabilités. C'est pourquoi je voudrais lancer aujourd'hui un appel à l'espérance.

J'appelle tous les citoyens (...). J'appelle tous les jeunes et habitants des quartiers populaires, toutes les victimes de discriminations (...) J'appelle tous les citoyens écologistes (...) J'appelle tous les militants des collectifs unitaires de la gauche antilibérale (...) J'appelle tous les élus antilibéraux (...) J'appelle Olivier Besancenot et Marie-George Buffet (...) J'appelle tous les collectifs unitaires (...).

Chers amis, chers camarades,

Au vu de la poursuite de la mobilisation populaire et unitaire autour d'une candidature de l'alternative à gauche, je dirai, à la fin du mois de janvier, si je reste disponible pour l'incarner sur le bulletin de vote. Un formidable mouvement est en passe de ruiner les logiques de division qui ont prévalu jusqu'alors. Amplifions-le encore et nous gagnerons !

Fraternellement,

José

Voilà quand même une littérature assez inhabituelle dans nos milieux.

Le sens du mot « unitaire » a bien changé au fil des mois. En Septembre 2006, José Bové affirmait avec force (en gras dans le texte) « **nous avons un devoir impérieux d'unité. J'aurais tendance même à dire : « L'unité, sinon rien ! ».** Voilà pourquoi, pour ma part, je souhaite dire les choses clairement : je n'ai pas l'intention d'être candidat face à Olivier, si j'étais choisi par les collectifs mais si la LCR refusait, en définitive, d'apporter sa pleine contribution à notre campagne. Je n'ai pas l'intention non plus d'être candidat face à Marie-George, si j'étais choisi par les collectifs mais si le PCF, en définitive, décidait quand même de passer outre la volonté unitaire. » . [5] Le 23 novembre 2006 encore, il renvoyait précisément à cette question pour expliquer sa décision de « retirer » sa « proposition d'incarner » le « rassemblement ». [6]

Dans sa « Lettre » du 15 janvier 2007 et lors du week-end des comités du 20 et 21 janvier, il invoque la « démarche unitaire », mais sans plus lui donner le sens qu'elle avait six semaines plus tôt (certaines composantes du collectif national cherchent à maintenir le cadrage politique antérieur — ou sa fiction). Bové reprend, le premier février, lors de la conférence de presse lançant sa candidature, un ton plébiscitaire : pour répondre à l'appel de « dizaines de milliers » de personnes, dit-il, « J'ai décidé d'accepter que mon nom incarne, sur le bulletin de vote, la volonté commune de battre la droite et l'extrême droite et de redonner l'espoir d'une alternative à gauche ».

Les motivations de celles et ceux qui soutiennent aujourd'hui José Bové sont variées. Certains veulent maintenir la dynamique des collectifs (ou son apparence). D'autres se contentent de faire payer sa candidature à Buffet. D'autres encore, tenant du « Tous sauf Besancenot », espèrent que l'entrée en lice de Bové privera Olivier des dernières signatures de maires dont il a besoin. Des organisations suivent le train pour ne pas être larguées. Rares sont celles qui ont soutenu activement sa démarche, comme les Alter Ekolo et les Alternatifs. Rien de clair donc, car rien n'a été réellement explicité. Il n'est même pas certain que Bové maintienne jusqu'au bout sa candidature. Cela dépendra pour une bonne part des sondages qui partent de très bas, malgré la notoriété du militant, mais devraient monter — à quel point ?

Bové n'est qu'un candidat de plus. Loin d'être un « trait d'union », sa candidature se positionne contre le PCF et la LCR. Par son caractère plébiscitaire, elle joue durablement contre l'unité. Mais il me semble évident que certains espèrent néanmoins que sa campagne permettra la cristallisation d'un nouveau courant politique, qui s'auto-qualifierait, j'imagine, d'« altermondaliste » .

Pourtant, l'altermondialisme n'est pas un courant politique défini. C'est une nouvelle expérience historique partagée par une génération militante internationale, une configuration particulière de combats à l'heure de la mondialisation capitaliste et de la tentative de marchandisation ultime de la société (« le monde n'est pas une marchandise »), un creuset unitaire et internationaliste, une identité partagée par diverses composantes... Je pense qu'aucune organisation —aucune— n'a encore pleinement intégré toutes les implications de cette expérience (comme du féminisme et de l'écologie, d'ailleurs). C'est beaucoup de choses, fort importantes — pourtant, cela ne suffit pas à définir un courant politique. Pour le faire, il faut aussi intégrer des leçons plus anciennes : l'histoire des luttes d'émancipation ne commence pas en 1999, à Seattle ! Or, sur ces questions (pouvoir, Etat, articulation des formes de lutte, bureaucratie, stratégie...), « l'altermondialisme » se divise. Il est pluriel.

Parmi les leçons anciennes, il y a des principes d'organisation et de démocratie militante, de démocratie populaire, de démocratie socialiste. Le fil rouge de ce texte. Au nom de ces principes, le « Bovéthon » n'aurait jamais dû être accepté. C'est un très mauvais départ que d'y céder, pour qui veut construire une force « neuve » de transformation sociale.

L'idéologie dominante domine

A ces objections, les tenants du « Bovéthon » rétorquent que « c'est la faute aux appareils » — comprenez appareils des partis, comme s'il n'y en avait pas bien d'autres. Bref, la démarche plébiscitaire ne serait qu'une réaction salutaire à la faillite ou aux pratiques manipulatoires des partis. Voilà une vision bien optimiste des choses.

Que « les » partis (issus du mouvement ouvrier) portent une lourde responsabilité dans la crise du politique ne fait guère de doute — encore que je trouve injuste et injustifié que des courants révolutionnaires comme la LCR subissent l'opprobre au même titre que la social-démocratie ou le stalinisme. Mais il est tout aussi évident que le « Bovéthon » reproduit un schéma aujourd'hui véhiculé et valorisé par l'idéologie dominante : la combinaison d'un « présidentielisme » traditionnel et de la (non) « démocratie d'opinion », c'est-à-dire la généralisation des procédures plébiscitaires au domaine de la politique partidariaire. Il est frappant de voir comment Sarkozy y a eu recours contre les Chiracquiens, Royal contre les éléphants du PS et le « Bovéthon » contre les composantes réticentes ou hostiles du collectif national. A l'heure où la démocratie bourgeoise est vidée de son contenu par la mondialisation capitaliste, à l'heure où le thème de la « gouvernance » remplace celui de la démocratie politique, l'irruption du plébiscite et de la « démocratie d'opinion » dans le champ des organisations représente un pas de plus dans l'atomisation des « citoyens ». Ce n'est pas de bonne augure que de les voir à l'œuvre dans nos propres milieux.

Le propre de l'idéologie dominante est de dominer. Face à sa pression, la gauche critique a construit des défenses plus ou moins efficaces selon les cas. Par exemple, la capacité collective de résistance au discours dominant est beaucoup plus forte sur les questions sociales qu'environnementales — parce qu'en matière sociale, les défenses ont été construites depuis beaucoup plus longtemps et de façon plus collective.

En ce qui concerne les principes d'organisation, il a toujours été bien difficile de produire une culture alternative à celle de l'ordre dominant ; en opposant (pour donner encore un exemple) une conception de l'efficacité démocratique aux conceptions dominantes, « technocratique » (je ne sais pas quel est le meilleur terme pour la qualifier : poids des experts et des directions, verticalité du haut vers le bas...). Mais il y avait néanmoins, en la matière, de solides acquis dans la gauche radicale : la nécessité de s'organiser **en permanence** (dans des partis, syndicats, associations...)

pour agir dans la durée ; la nécessité d'affirmer une capacité effective « d'indépendance de classe » sans laquelle le combat pour la transformation sociale devient un mirage.

Ces acquis sont aujourd'hui sérieusement érodés ; ce qui est une faiblesse, pas un progrès. Dans la jeunesse notamment, le lien entre mobilisations (ponctuelle ou répétées) et organisation durable (syndicale, partidaria...) n'est plus aussi évident qu'il le fut pour ma génération.

Les mécanismes de domination opèrent très efficacement dans le domaine des institutions — dont les institutions élues. C'est-à-dire, le domaine même sur lequel les collectifs pour des candidatures unitaires se sont constitués. Quand on s'aventure sur ce terrain, il faut une organisation politiquement beaucoup plus solide que quand il s'agit de coordonner des activités de solidarités ou de mener temporairement une campagne militante. Je me contenterai d'illustrer ce propos par deux exemples.

Les mécanismes de cooptation des élus sont bien rodés. Les flux d'argent ne sont pas les seuls mécanismes à l'œuvre, loin s'en faut, mais ils ne sont pas les moins efficaces non plus. Un député militant au Parlement européen, comme ceux de la LCR (quand elle en a eu...) remet 80% de son indemnité. Moi-même, quand j'étais « fonctionnaire temporaire » de rang moyen au groupe de la GUE/NGL, je remettais 60% de mon salaire (on était bien payé). Ce n'est pas une grosse cotisation (elle serait vraiment très grosse !), c'est une remise à niveau, pour qu'élus et membres des équipes parlementaires ne « s'élèvent » pas au-dessus des permanents de leurs partis. Il n'y a là rien que de très normal : il n'y a aucune raison qu'un militant gagne plus qu'un autre permanent, simplement parce qu'il est « versé » dans l'activité parlementaire. Mais ce qui est normal n'est pas pour autant courant. Rares sont ceux qui appliquent de telles règles élémentaires en dehors de LO, la LCR et les PC (dont c'était la tradition, qui s'étiolait ou disparaît dans bien des pays).

Ces règles de fonctionnement sont essentielles quand on entre dans les institutions élues. Or, il ne s'agit pas uniquement de convictions personnelles — c'est beaucoup demander aux individus que de s'en remettre à leurs seules convictions. C'est affirmer l'indépendance de classe dans les institutions, le refus d'une cooptation rampante, ce qui se fait difficilement sans organisation et sans beaucoup de clarté politique.

Autre point de résistance essentiel, le refus de la starisation et du « présidentialisme » propre à l'actuelle politique bourgeoise. Nous ne sommes pas aidés en France, avec ce système pyramidal qui accorde tant de pouvoirs personnels au Président de la République ou aux maires dans leurs communes. On aurait pu nous croire immunisés contre ces dérives. La très grave crise que vient de traverser Attac nous rappelle que cela n'est pas le cas, vu la façon dont des Cassen et Nikonoff ont pu jouer sur des statuts « présidentialistes ». Pouvoirs personnels et egos ne sont pas seulement de gros problèmes psychologiques, ce sont aussi de gros problèmes politiques. L'exemple des Verts montre que des phénomènes de personnalisation peuvent s'imposer même en l'absence de présidence ; mais en règle générale, on se porte mieux sans président (si ce n'est ceux exigés par les statuts associatifs de 1901) et sans secrétaire général. La LCR n'a jamais eu ni l'un, ni l'autre, et c'est l'une de ses qualités.

Les collectifs unitaires ont avancé l'idée d'une candidature collective — une bonne idée, bien que difficile à imposer dans une présidentielle à la française. Mais le processus s'est conclu sur la multiplication des candidatures individuelles, puis a laissé place au « Bovéthon ». Comment le comprendre.

Retour sur le processus des collectifs

Ce qui frappe, ce n'est pas que la désignation d'une candidature unitaire à la présidentielle ait échoué (l'entreprise était très aléatoire), mais la façon dont elle a échoué : dans le morcellement et sans clivages politiques clairement définis.

Le 18 décembre 2006, les porte-parole (non PC) du collectif national ont lancé un « Appel aux militants communistes » pour qu'ils ne maintiennent pas la candidature Buffet. [7] Le ton est solennel : « *Nous nous adressons solennellement à nos camarades communistes, pour les adjurer de ne pas commettre l'irréparable. Si Marie-George Buffet était désignée à l'issue de leurs votes, un coup fatal serait porté à l'espoir que nous avons, en commun, commencé à faire naître dans le pays. La possibilité historique de faire émerger une alternative au libéralisme et au social-libéralisme s'en trouverait gâchée, avec pour seul résultat de favoriser l'avènement d'un bipartisme qui représente un véritable hold-up sur la démocratie.* » Cependant, malgré cet enjeu « historique », en matière de candidatures à la candidature, la plus grande cacophonie règne ; elles sont plus nombreuses que jamais. Tous les noms sont ressortis du tiroir, avec quelques nouveautés en plus : Autain, Bové, Braouezec, Debons, Mélenchon, Salesse, un anonyme « *militant communiste identifié avant tout par sa place dans le mouvement social* », et *last but not the least*, Wurtz. Après deux années de « processus », les tenants du « consensus » n'ont pas été capables de se mettre d'accord entre eux sur une proposition sérieuse à opposer à Buffet.

Francis Wurtz (avec qui j'ai très agréablement travaillé quand j'étais au Parlement européen) n'est pas candidat. Il n'est pas non plus un militant communiste « *identifié avant tout par sa place dans le mouvement social* ». Membre de la direction du PCF depuis belle lurette, il est président du groupe de la GUE/NGL au Parlement européen. Il n'y a aucun consensus au sein des collectifs locaux et au sein du collectif national pour le présenter. Pourtant, le 20 décembre 2006, Autain, Braouezec, Debons, Salesse publient un « appel de la dernière chance » où la non-candidature de Wurtz est présentée comme « *le fait nouveau* ». [8] Aux yeux du public, ces quatre signatures engagent dans une large mesure l'aile non-PC du collectif national. Conclusion : la candidature de Wurtz, ça va ; celle de Buffet, ça va pas.

On aboutit au comble de la confusion politique ! Si l'enjeu est « historique », s'il n'y a aucun problème majeur d'orientation ou de fonctionnement avec le PCF, si la candidature unitaire peut-être celle d'un dirigeant de parti et d'une figure institutionnelle, si l'unique différence entre Wurtz et Buffet tient du symbole (elle est secrétaire générale) — faut-il renoncer à la « chance historique » pour cette seule question symbolique ?

C'est à n'y rien comprendre. Ou plutôt, on comprend bien que les derniers appels en faveur de Wurtz relevaient de la manœuvre, pour peser sur les contradictions au sein du PCF. Cette fin sans gloire du processus illustre un choix qui remonte à loin : mener le combat au sein du collectif national de façon aussi peu politique que possible. Tout le monde sait qu'il y a eu un gros problème d'orientation avec le PCF (concernant les rapports avec le PS). Tout le monde sait qu'il y a eu un gros problème de fonctionnement avec le PCF (le « bourrage des salles »). Que n'a-t-on entendu, dans les couloirs, sur ces questions ! Mais publiquement, le combat n'est mené, à partir de novembre, que sur le titre de M.-G. Buffet : la secrétaire générale. Un combat d'autant plus opaque que ceux-là mêmes qui le mènent au sein du collectif national avaient bloqué la présentation, en septembre, d'un amendement des collectifs des Bouches-du-Rhône qui précisait que les porte-parole de parti ne pouvaient pas être candidats à la candidature (il s'agit de l'un des amendements dits « d'Aubagne » — là où la réunion des collectifs s'était tenu — qui ont été mis au placard par le collectif national).

Non seulement, en décembre, Wurtz, ça va et Buffet, ça va pas. Mais en septembre, une candidature Buffet était légitime — et illégitime en novembre.

On en arrive à la façon dont le processus a été conduit par « l'aréopage » — à savoir, l'essentiel des composantes non-PC du collectif national. C'est un ensemble politiquement hétéroclite, et c'est probablement l'une des raisons pour lesquelles les choix politiques devaient rester implicites. Mais il n'en a pas moins co-dirigé le processus avec le PCF — d'abord en alliance avec lui contre la LCR, puis en opposition, une fois la Ligue battue. Il y a probablement eu, en septembre 2006, un malentendu. L'aréopage semble s'être convaincu que Buffet se retirerait volontairement pour ne pas risquer un mauvais score à la présidentielle, et le PCF semblait convaincu que les « figures » de l'aréopage accepteraient de se rallier à sa « candidature de rassemblement ». Si tel était le cas, cela expliquerait aussi pourquoi les divergences politiques ont été passées sous silence.

Quelles qu'en soient les raisons, tel qu'il a été conduit par l'aréopage, le « processus » est devenu une entreprise de dépolitisation. J'en prendrais deux exemples : la fameuse question de la « participation gouvernementale » et celle du « double consensus ».

Selon l'aréopage (comprenant, rappelons-le, des représentants de deux des minorités de la LCR), les questions « risibles » soulevées par la Ligue sur la question des rapports avec le PS n'étaient que « prétextes » visant à cacher son conservatisme d'appareil et son refus de l'unité. C'était un jugement bien commode car si l'on doit discuter d'un désaccord reconnu, on peut écarter du revers de la parole un « prétexte risible ». Silence donc sur la réalité du problème (une fois un autre amendement d'Aubagne enterré). Pourtant, si d'aucun est en droit de juger que la position de la LCR était erronée, trop défensive ou « gauchiste », on ne pouvait pas honnêtement prétendre que la question des rapports avec le PS étaient totalement réglée par les textes adoptés en septembre 2006.

Le PCF était la principale force organisée dans le processus —et de loin ! Sa direction donnait des textes de septembre 2006 une interprétation très différente de celle de l'aréopage, en prônant une orientation envers « toute la gauche » (incluant donc le PS). Le PCF est un parti « au 10.000 élus » dont le fonctionnement (permanents, finances...) et la surface politique dépendent aujourd'hui de son insertion institutionnelle (beaucoup plus que de son implantation syndicale). Dans la grande majorité des cas, l'élection de ses élus exige un accord avec le PS. On voit mal, dans ces conditions, comment il pourrait renoncer « en principe » à une alliance avec les socialistes — et ce, quelle que soit l'ampleur, bien réelle, de la crise qui le mine. Comme on voit mal comment, courant 2007, le PS pourrait cesser d'être social-libéral pour les beaux yeux de la gauche anti-libérale.

Contre toute évidence, l'aréopage a continué à dénoncer dans les objections de la LCR un « prétexte ». Pour des raisons tacticiennes d'abord, mais probablement aussi pour des raisons plus profondes. Je crains que dans la gauche anti-libérale, on ne donne, en fait, pas tous la même importance à la question des blocs et alliances avec la social-démocratie réellement existante (voire avec le centre à peine gauche comme en Italie). Bien des défenses me semblent abaissées, ce qui explique probablement pour une part pourquoi la LCR a été si facilement isolée dans ce combat.

Le clivage aujourd'hui « pertinent » n'est pas entre révolutionnaires et réformistes (même s'il garde sa pertinence « stratégique »). En revanche, le clivage politique entre gauche radicale et gauche gouvernementale est d'une brûlante actualité. Il se manifeste très concrètement dès que la droite « dure » perd, ou peut perdre, la majorité. Si l'objectif est bien de construire une force politique indépendante réellement de gauche, alors ce qui s'est passé au Brésil ou en Italie constitue un très sévère avertissement. De ce point de vue en effet, le prix à payer pour la participation gouvernementale est exorbitant.

Encore une fois, certains peuvent penser que la Ligue tire, dans la situation française, des conclusions erronées de cette préoccupation. Mais cette question n'en concernait pas moins très directement les collectifs, puisqu'ils se sont constitués pour intervenir dans la succession des échéances électorales de 2007. En septembre 2006, l'aréopage a décidé de la tourner en ridicule. La priorité était alors un bloc avec le Parti communiste contre la Ligue. L'argument, maintes fois répété, était qu'une fois un accord conclu avec le PCF, la LCR ne pourrait que suivre : pas besoin donc d'argumenter plus avant. Le raisonnement n'était pas faux... si l'accord avec le PCF se faisait effectivement. Ce fut la rupture, mais sur le principe de la candidature Buffet (la secrétaire générale), pas sur son orientation. *Exit* la politique.

L'autre exemple de processus « dépolitisant » concerne le « double consensus ». Comment les collectifs pouvaient-ils décider ? La réponse n'est pas évidente du tout. Les collectifs ne correspondent en effet pas aux cas de figures « types ». L'une des modalités de décision les plus éprouvées et les plus démocratiques est celle que l'on peut mettre en œuvre lors d'une grève (dans une branche) ou d'une lutte territoriale, avec la représentation du bas vers le haut des comités de grèves ou des « conseils » locaux. Le recours au « consensus » ne remplace pas cette modalité « classique ». Il répond à d'autres situations. Les composantes des forums sociaux, par exemple, sont extrêmement diverses, allant d'un comité de solidarité local à une fédération syndicale forte de plusieurs centaines de milliers de personnes en passant par des réseaux et coalitions. Il n'y a pas de vote démocratique possible, car il n'y a pas de commune mesure entre les entités participantes. Mais le recours au consensus est positif : il permet de dégager des options communes tout en laissant une très grande liberté d'initiative à chaque organisation, au sein de l'espace commun.

Les collectifs n'ont pas la « densité » d'une structure de lutte commune (comme un comité de grève). Pour reprendre la formule de Daniel Bensaïd, « *le dernier qui pousse la porte, vote* », quel que soit son engagement réel dans le processus. [9] Mais le consensus à la mode des forums sociaux ne s'applique pas non plus à leur situation, car ce n'est pas un espace d'actions. Je n'ai pas vécu cette expérience de l'intérieur et j'avoue ne pas savoir quelles auraient été les modalités de décision démocratiques les plus appropriées. Comme le cas de figure peut se reproduire, il serait utile de réfléchir plus avant à cette expérience inhabituelle.

Mais force est de constater que la méthode du « double consensus » n'a pas fonctionné. D'abord, le consensus s'est réduit à un droit de veto, sans le dynamisme qu'il a dans les forums (du moins tant que la radicalité sociale le nourrit) : le choix tend à se faire sur la candidature qui fait le moins d'ombre aux autres. C'est un critère moins que minimum. Ensuite, 600, 700 ou 800 collectifs ne peuvent pas indiquer un (ou plusieurs) choix sans voter. Et pour qu'un vote ne soit pas un vote, il faut qu'il débouche sur un résultat indécis. Cela aurait été le cas si les votes (qui ne sont pas des votes) avaient donné entre 18 et 23% à chaque principal candidat(e). A 55% -20%, un vote devient un vote (surtout quand la bataille contre les « bourrages de salles » n'est pas menée). Au-delà de ces aléas électoraux, si l'on veut poser clairement le problème, le double consensus signifiait que la décision réelle devait revenir au collectif national (avalisée par l'assemblée des collectifs), seul lieu où un consensus pouvait se négocier. Vu que ledit collectif était auto-proclamé, ce n'était pas une procédure particulièrement démocratique. Elle a de toute façon échoué. Mais le recours au « double consensus » était lourd de tellement de non-dits qu'il a contribué à rendre le processus politiquement opaque.

Le résultat des courses, c'est que la bataille finale ne s'est menée que sur le titre de Buffet : pas de secrétaire générale. Une bataille que l'aréopage a menée avec de drôles de procédés. En septembre, il refuse que soit présenté l'amendement d'Aubagne spécifiant que les porte-parole des partis ne peuvent être candidats. En novembre, alors même que les collectifs sont en train de voter, il appelle à signer massivement sur Internet une pétition exigeant le retrait de Buffet car elle est... porte-parole. C'était assez inélégant. Et cela créait un dangereux précédent anti-démocratique (le rapport

des forces électroniques), dont le « Bovéthon » peut aujourd'hui se réclamer.

A l'arrière-plan

J'ai indiqué en introduction à ce texte que je ne voulais ni ne pouvait tenter une analyse d'ensemble du processus des candidatures unitaires. Je pense qu'il est important de tenter cette analyse et que cela ne se fera que par des relectures critiques de ce qui s'est passé. Cela vaut pour la Ligue, comme pour les autres composantes. Et cela demande une remise en contexte. Pour ne pas avoir l'air de me défiler, je voudrais essayer de poser quelques jalons, sans prétendre conclure.

Le processus des collectifs répondait à une aspiration positive et légitime : s'appuyer sur le succès mémorable de notre non au projet de traité constitutionnel pour avancer dans la construction d'une force politique unitaire de la gauche radicale. Mais il s'est engagé sur le terrain le plus difficile, là où les divergences sont les plus immédiates : le combat électoral. Je ne sais pas s'il aurait pu commencer autrement, en consolidant les rapports politiques unitaires dans l'engagement social. Toujours est-il qu'il s'est d'emblée donné les élections de 2007 pour horizon premier. Je pense que c'était une illusion de croire qu'un mouvement politique unitaire pouvait englober l'ensemble des composantes de la campagne du non, des Fabiusiens à la LCR ! Mais il était difficile de définir à priori les frontières possibles d'un regroupement politico-électoral.

Dans les mois qui ont suivi, le champ de ces possibles s'est malheureusement réduit :

- Tous les courants du PS engagés dans la campagne du « non » sont rentrés dans le rang (Mélenchon ne réapparaîtra que brièvement et bien plus tard, une fois les jeux faits).
- La rentrée sociale de l'automne 2005 a été relativement calme. Il n'y a pas eu interaction entre le processus des collectifs et des mobilisations sociales.
- Cette interaction ne s'est pas non plus produite lors des luttes sur le CPE. Peut-être pour des raisons générationnelles (réticences dans la jeunesse face à l'engagement politique + moyenne d'âge élevée des membres des collectifs).

Le mouvement des collectifs est resté numériquement et politiquement important. Leur composition semble avoir été très variable suivant les endroits ; mais ils ont rassemblé bon nombre des militants actifs dans les luttes et solidarités locales. Cependant, le mouvement des collectifs s'est aussi retrouvé socialement assez déraciné. Ce qui explique probablement pourquoi il n'a pas permis l'apparition de candidats à la candidatures « incarnant » les mouvements sociaux (à part José Bové qui n'avait pas besoin des collectifs pour « émerger »).

Dans ces conditions, les rapports de forces entre organisations au sein des collectifs n'a pas été compensé par un dynamisme social radicale. Ces rapports de forces étaient très inégaux entre le PCF et les autres. Comme la suite des événements l'a confirmée, la crise du PC, malgré son ampleur, n'était pas telle qu'elle l'empêche d'user de sa suprématie institutionnelle (l'assurance d'avoir les signatures pour la présidentielle) et numérique (l'assurance d'emporter les votes dans les collectifs et au sein même du parti). Or, c'était avec le PCF que le désaccord politique majeur sur la question du PS était le plus aigu.

Puisque l'on discute la politique de la Ligue, ajoutons un autre élément à la complexité de la situation. La capacité d'intervention d'une organisation dépend (entre autre) de son état « interne », tous les cadres syndicaux vous le confirmeront. On peut prendre des risques très importants quand son organisation est solide, car on pourra se replier en bon ordre si on échoue. Mais la LCR est

divisée entre majorité et minorités — et au sein de chaque plate-forme (nom donné aux regroupements internes). Elle est fragilisée. Dans ces conditions, les prises de risques sont plus dangereuses.

Certains vont voir dans ce propos le signe du « conservatisme d'appareil » tant dénoncé. C'est pourtant plus simple que cela. Le choix de la « ligne juste » dépend de beaucoup de facteurs — dont les enjeux politiques objectifs et les aspirations certes, mais aussi le degré d'accord au sein du mouvement unitaire, les rapports de forces effectifs entre organisations et l'état de votre propre parti (ou syndicat, association, etc.). Bien des critiques de la Ligue se retrouvent aujourd'hui autour de la candidature de Bové. C'est un regroupement d'autant plus hétéroclite qu'il s'est réalisé dans l'ambiguïté politique sur ses objectifs. Si ce regroupement perdure, il devra lui aussi faire des choix en tenant compte de son hétérogénéité.

Il n'y avait pas de réponse simple à la question : comment faire un pas en avant dans la construction d'une gauche de gauche, indépendante du PS, en France. La qualité d'une organisation est évidemment de savoir trouver une réponse efficace à une question difficile ; ce que, en l'occurrence, la LCR n'a pas pu ou su faire (cela tient du constat plus que du jugement). Mais qui à la réponse ? Pas moi, en tout cas.

Et pas l'aréopage non plus.

Une fois qu'elle a été battue en septembre 2006, face au bloc PCF-aréopage, la Ligue n'a plus pu peser sur les décisions du collectif national. Ce collectif a été piloté par le PC d'une part et l'aréopage d'autre part. Il est étrange qu'à l'heure du bilan, bien des critiques des « appareils » l'oublient. Et que les premiers concernés se défaussent de toute obligation autocritique : « Nous étions responsables, mais c'est la faute aux autres ».

Jennar a publié sa « part de vérité » autocritique, lui qui n'avait qu'une responsabilité secondaire dans la conduite des affaires. [10] Mais les autres membres de l'aréopage, dont la responsabilité était pourtant bien plus importante ? La question vaut pour les deux minorités de la Ligue qui en étaient membres. Bien que minoritaires dans la LCR, elles appartenaient au bloc majoritaire dans le collectif national. Elles ont tout à fait librement mise en œuvre leur politique. Elles doivent donc, elles aussi, présenter leur bilan, au lieu de se contenter de dénoncer la direction de la LCR.

D'aucun se réfugient dans la politique fiction en faisant « comme si » un fort dynamisme social irriguait les collectifs ; « comme si » le PCF pouvait choisir la rupture radicale avec le PS ; « comme si » la crise de ce parti était telle qu'elle annulait sa prépondérance institutionnelle et numérique ; « comme si » il aurait suffi que la direction de la Ligue intègre l'aréopage pour que tout devienne possible ; « comme si », en définitive, la direction de la LCR portait l'entière responsabilité de l'échec collectif. Si la situation avait été tellement favorable, ladite direction de la LCR n'aurait pas eu les moyens (ni d'ailleurs la volonté !) de tout gâcher.

La politique fiction a une fonction : éviter d'avoir à rendre des comptes.

Or, des comptes mériteraient d'être rendu, tant le pilotage du collectif national par l'aréopage a été calamiteux, de l'enterrement des amendements d'Aubagne à la tragi-comique défense de la candidature Wurtz.

Un « espace parti »... de transformation sociale ?

A en croire ses porte-parole, la campagne Bové sanctionnerait la faillite des partis (PCF et LCR

confondus) et annoncerait un nouveau type de regroupement politique. Lequel ? Puisqu'ils se situent sur le terrain électoral, les « bovétistes » vont devoir traiter comme les autres de programmes et d'alliances. Comme les autres, ils vont devoir construire un ensemble de structures locales, régionales, nationales (un « appareil » !). Comme les autres, ils vont devoir définir leurs rapports aux mouvements sociaux...

Tous les partis ne se ressemblent pas. La LCR ne ressemble au PCF ni par son orientation plus radicale, ni par ses modalités beaucoup plus démocratiques de fonctionnement interne, ni par son rapport plus « égalitaires » aux mouvements sociaux. Les partis changent aussi. Par bien des aspects, la Ligue d'aujourd'hui ne ressemble pas (pour le meilleur et pour le pire) à ce qu'elle était il y a 20 ans. Le débat est largement ouvert sur ce que peut (et doit) être un parti politique aujourd'hui — et se préparer à ce qu'il devra être demain.

Le débat avec les « bovétistes » sur ces questions pourrait être intéressant si vraiment ils veulent construire du neuf, côté organisations politiques. Mais le veulent-ils ? La question se pose en effet : les mêmes porte-parole annoncent que si les sondages ne donnent pas 8 à 10 % d'intentions de votes, ils retireront la candidature Bové (en mars seulement, ce qui peut empêcher d'autres candidats, plus constants, d'obtenir les indispensables 500 signatures). Voici un comportement plutôt volage. Ni dans la façon dont le regroupement autour de Bové s'est réalisé (sous la contrainte du « Bovéthon »), ni dans la façon dont sa candidature est aujourd'hui présentée (le regard sur les sondages), on ne perçoit les contours d'un parti de type nouveau.

Comme toute organisation, les partis (quelles que soient leurs formes) se construisent dans la durée. Est-ce à quoi s'engagent José Bové, son entourage immédiat et ses soutiens ? Mystère. On verra. Mais pour l'heure, l'apparence reste celle d'un « coup » politique et médiatique. Par-là même assez destructeur. La machine à diviser s'est à nouveau emballée.

Les ténors de l'aréopage ont pour perspective, selon la formule d'Yves Salesse, de construire « *une nouvelle force, un nouvel espace (je dirai : un nouveau regroupement politique)* ». [11] Pour Claude Debons, ce « *nouvel espace politique* », prendrait « *une forme "mouvement" (plutôt que parti traditionnel) de type "confédéral", un fonctionnement décentralisé et en réseau appuyé sur les collectifs locaux et des coordinations départementales et/ou régionales* » [12] L'objectif n'est pas un « front » électoral, ou une coalition, ou un simple cadre de coopération unitaire : il s'agit bien, selon les termes de Salesse, de constituer un « *parti de transformation sociale* ». Notre ambition aussi.

Mais en quoi un **parti** est-il un « espace » ? On comprend ce qu'est un espace de rencontres, de convergences, de débats. Les forums sociaux ouvrent de tels espaces que les mouvements peuvent investir pour préparer les luttes à venir. Mais les « espaces » ne luttent pas — seules les organisations combattent. Qui dit « parti de transformation sociale » implique « parti de combat » (même si la formule est désuète) ou raconte des salades.

Que cache l'usage moderne mais à contresens du terme d'espace quand on discute de la création d'un parti **militant**, fut-il *new look* ? Quant au « fonctionnement en réseau », répond-il vraiment aujourd'hui à tous les besoins ? Ces questions sont d'autant plus problématiques que la nouvelle « façon » de faire de la politique de l'aréopage est inquiétante. Le regroupement de demain est censé prendre forme dans le processus engagé dans le cadre des collectifs. Or :

- Les ténors de l'aréopage (et José Bové lui-même) n'hésitent pas à surfer sur les illusions les plus étonnantes. Ainsi, Debons écrit encore, le 5 janvier dernier, que la perspective était « *la gagne* », d'être « *dans le carré de tête* », de « *changer la donne à gauche et d'y battre le social-libéralisme* ». « *Nous visons bien toujours, même si c'est différé, une ambition majoritaire à gauche* ». Puisque « *l'ambition autour de l'objectif de candidatures communes aux élections présidentielles et*

législatives était de réunir tout l'arc de force des tribunes de la campagne référendaire contre le TCE ». Aucun militant politique un tant soit peu expérimenté ne peut penser que la gauche « de transformation sociale » pouvait être électoralement majoritaire en 2007. Laisser croire que nous aurions pu être majoritaire aujourd'hui si la Ligue n'avait pas trahit l'espoir unitaire, c'est attiser une haine destructrice. Et ce mensonge démagogique peut cacher l'ambition d'être majoritaire... avec le PS.

- L'aréopage et la candidature Bové surfent aussi sur le rejet des partis —un rejet dont on comprend bien les raisons mais qui prend des tournures très dangereuses. Le site du Collectif pour des candidatures unitaires (<http://www.alternativeunitaire2007.org/spip/>) présente des contributions qui ne s'attaque plus seulement au PC et à la LCR, aux partis « traditionnels », mais aux simples militants politiques eux-mêmes. Tous illégitimes ! De quoi sera donc fait le regroupement de demain ? En ce domaine aussi, la démagogie est à haut risque.

- Le nouveau regroupement prend forme uniquement (ou presque) sur le terrain électoral. Nombre de ses « figures » sont habituées des institutions (Conseil d'Etat, mairies, Parlement...). Ce n'est pas le meilleur point de départ pour construire un parti **de transformation sociale** . En effet, pour pouvoir s'engager sur le champ institutionnel sans en être otage, le centre de gravité d'un tel parti doit être son enracinement social, son investissement dans les luttes.

- Le fonctionnement du collectif national n'a pas été une école de démocratie. Les questions dérangeantes et les voix dissidentes ont été noyées avec l'adoption des textes par acclamations, comme en septembre 2006 quand les amendements d'Aubagne ont été interdits de débat, ou par des « mouvements de foule ». L'appel au consensus et le fonctionnement de réseau informel a trop souvent permis à une direction autoproclamée de prendre autoritairement les décisions.

Est-ce que le nouveau regroupement politique s'annonce plus démocratique que les partis existants ? Rien n'est moins sûr.

Organisation et auto-émancipation

Il ne faut pas se satisfaire de la situation existante ? Certes. Mais comment mener le débat ? Trois remarques à ce sujet, en guise de conclusion.

- On ne fera pas l'économie d'une bataille à contre-courant en défense du principe d'organisation. Il ne faut pas faire vertu d'un constat (« la jeunesse, aujourd'hui... »). Nous vivons à l'heure d'Internet ? Mais un réseau *électronique* n'est pas une forme d'organisation militante. Ce n'est qu'une forme de communication — la question est de savoir entre qui, au service de quoi. Entre des structures, pour faciliter des pratiques collectives ? Entre des individus qui se contentent de réagir « à la carte » et dans l'instant, ponctuellement ? Tout combat exige continuité — donc organisation. Si on ne gagne pas cette bataille politique-là, on abaissera les derniers ponts-levis de l'indépendance de classe en ouvrant tout grand la voie à l'idéologie dominante.

- La « transformation sociale » est un combat ; un combat difficile. Le champ de réflexion sur le renouvellement des formes d'organisation et d'action est largement ouvert. Mais quoi qu'il soit, le « parti de transformation sociale » ne peut pas être un « espace politico-électoral ». Il faut se garder des modes intellectuelles.

- La « transformation sociale » (une révolution) est un processus d'auto-émancipation. C'est tout particulièrement de ce point de vue-là que la réflexion sur les organisations et leurs contradictions doit poursuivre. La question n'est pas nouvelle. Elle a été posée par Marx, par Rosa Luxemburg (le

« parti de masse » et « la dialectique des conquêtes partielles »), par Lénine (« L'Etat et la révolution ») et par bien d'autres. Il y a du neuf ? Certes : la double faillite de la social-démocratie et du stalinisme, par exemple. Mais tout projet d'auto-émancipation exige une démocratie « par en bas » : contrôle des populations sur leurs luttes, des militants sur leurs mouvements, des membres sur leurs partis.

C'est ce type de démocratie que le « Bovéthon » a contourné, et c'est bien le problème.

Notes

[1] La majorité des composantes du Collectif national jugeaient, avant le week-end des 21-22 janvier, qu'il fallait dorénavant renoncer à présenter un candidat à la présidentielle et s'engager sans plus tarder dans la préparation des législatives. Les conditions qui étaient mises à une éventuelle candidature Bové, dans la logique unitaire antérieure (le retrait de Buffet et Besancenot), rendaient sa présentation très improbable. Plusieurs des porte-parole actuels de la candidature Bové étaient alors contre sa proposition. Voir les textes de janvier 2007 rassemblés dans la rubrique :

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?rubrique154>

[2] José Bové, Déclaration de candidature, 1^{er} février 2007 : [Déclaration de candidature de José Bové](#)

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article4922>

[3] José Bové, « Olivier, causons, mais vite ! », tribune parue dans *Le Monde* du 10 mai 2006 :

[Olivier, causons, mais vite !](#)

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article2169>

[4] Lettre de José Bové aux 15.000 signataires, 15 janvier 2007 : [Lettre de José Bové aux 15 000 signataires](#)

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article4710>

[5] Contribution de José Bové aux collectifs unitaires, 9 septembre 2006 : [Contribution de José Bové aux Collectifs unitaires](#)

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article4821>

[6] José Bové, Lettre aux collectifs unitaires, 23 novembre 2006 : [Lettre de José Bové aux collectifs unitaires](#)

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article4087>

[7] Porte-parole du collectif national, « Appel aux militants communistes », 18 décembre 2007 :

[Appel aux militantes et militants communistes](#)

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article4361>

[8] Autain Braouezec, Debons, Salesse, « l'Appel de la dernière chance et le fait nouveau », 20 décembre 2006 : [L'appel de la dernière chance et le fait nouveau !](#)

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article4375>

[9] Daniel Bensaïd, « Lettre à Michel Husson », 5 janvier 2007 : [La lettre de démission de Michel Husson de la LCR et une lettre de réponse de Daniel Bensaïd](#)

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article4681>

[10] Raoul Marc Jennar, 15 janvier 2007, « Ma part de vérité » : [Ma part de vérité](#)

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article4711>

[11] Yves Salesse, 10 janvier 2007, « Continuons ensemble » : [Continuons ensemble !](#)

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article4912>

[12] Claude Debons, 5 janvier 2007, « Quelques questions pour débattre de la suite » : [Quelques questions pour débattre de la suite...](#)

<http://www.europe-solidaire.org/spip.php?article4911>